

Conseil départemental



Pouvoir d'achat, solidarité, égalité, émancipation, environnement

Depuis plus de 3 ans, le Conseil départemental agit pour bâtir de nouvelles manières d'inclure et de rassembler tous les habitants de la Haute-Garonne. Il place la concertation citoyenne au cœur de son action pour des politiques publiques départementales plus innovantes, et surtout plus humaines parce qu'elles s'adressent à tous les Haut-Garonnais·e·s et répondent directement aux grands enjeux de leur territoire.

Concrètement, au quotidien le Conseil départemental s'engage pour :

- › **défendre le pouvoir d'achat** des Haut-Garonnais·e·s en n'augmentant pas les impôts pour la 3^{ème} année consécutive ;
- › **renforcer la solidarité à l'égard des plus fragiles** (personnes âgées, personnes en situation de handicap, personnes en difficultés d'insertion, etc.) grâce à une action sociale de proximité qui se modernise et se réorganise pour mieux accompagner chaque besoin ;
- › **assurer l'égalité entre tous les citoyens où qu'ils résident en Haute-Garonne**, en développant les services publics partout sur le territoire, en soutenant les investissements des communes et intercommunalités, en investissant pour l'entretien des routes et pour la mobilité, ou encore en apportant la fibre en milieu rural et péri-urbain ;
- › **garantir l'émancipation** en soutenant l'éducation et la culture par la construction de nouveaux établissements scolaires et de nouveaux équipements culturels, mais aussi par un engagement unique en France pour la défense des valeurs de la République et pour l'éducation à la laïcité ;
- › **préserver l'environnement** en agissant pour la qualité de l'air, la ressource en eau et la biodiversité qui sont essentiels au bien-être et à la santé des habitants.

En Haute-Garonne, nous voulons construire avec tous les habitants un futur plus respectueux des êtres humains, des territoires et de l'environnement. Pour cela, le Conseil départemental s'engage chaque jour pour une Haute-Garonne innovante, plus humaine et plus solidaire.

L'HUMAIN AU CŒUR DE NOTRE MISSION

Toutes les actions sur haute-garonne.fr

Photo: M. L. / M. L.

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Et maintenant p.10
POUR 2019,
LA RÉGION
MISE SUR LA MOBILITÉ

Politique p.11
TOUS POUR TOULOUSE,
UNE NOUVELLE LISTE
POUR LES MUNICIPALES

JEUDI 17 JUIN > 23 JANVIER 2019 • N° 822

COMMENT ILS ONT QUITTÉ LA RUE

L'hebdo sous couverture



© Hélène Ressayres / JT

Tous mobilisés pour une année

2019 Naturellement Belle

Deux fois plus de jardins partagés :
création de 9 jardins depuis 2014
et 3 nouveaux en 2019.

Donnons + de place
à la nature en ville !

MAYENNE DE TOULOUSE
2019-2020

Toulouse en grand !

R 29141 - 0822 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE DE FEMMES ET D'HOMMES DESCENDUS DANS LA RUE...

sans l'avoir voulu

est édité par Scopal News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire :
1123 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas Be-
laubre, Paul Périé et Séverine Sarrat.
CHEF DE PROJET WEB :
Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Héléne Ressayres
MAQUETTE :
Séverine Sarrat
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarnous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile
Tél : 09.83.27.51.41
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Vivre dans la rue n'est pas irrémédiable. C'est en tous cas le message que souhaite faire passer le Secours catholique-Caritas France à travers sa dernière campagne publicitaire. Avec des slogans tels que "Elle avait baissé les bras", "Il vivait dans sa voiture" et "17 ans dans la rue", l'association sensibilise le grand public à la situation difficile de ces femmes et de ces hommes qui gardent pourtant la volonté de retrouver une vie stable. Qu'ils soient sans-abris et donc vivant dans la rue ou sans domicile fixe, écumant les logements précaires et les centres d'hébergement d'urgence, il est malheureusement fréquent de les croiser. Souvent sans un mot ou même un regard, nous les frôlons, sans réellement prêter attention à leur présence.

Le JT a décidé de s'arrêter aux côtés de certains d'entre eux, d'écouter leurs histoires, leur ressenti. Ceux-là ont entamé un parcours de réinsertion grâce à l'accompagnement des services sociaux, des associations mais aussi à leur volonté de construire un avenir meilleur.

Mais lorsque nous sommes partis à leur recherche, ces femmes et ces hommes n'ont pas été faciles à trouver. D'abord parce que, n'étant plus pris en charge par ce que l'on appelle communément "le système", ils ont purement disparu des listings et sont difficilement localisables. Ce qui, en soi, est une bonne nouvelle. Cela signifie qu'ils parviennent à vivre par leurs propres moyens. Ensuite, parce que l'amour propre et la pudeur leur intiment un silence compréhensible. Car, que ce soit trois jours, trois mois ou trois ans, la rue laisse forcément des traces.

Luc, Leïla, Stéphane et Juliette témoignent dans le JT de leur passage dans la rue et de la manière dont ils en sont sortis.



Séverine Sarrat

**RENAULT**
La vie, avec passion

En janvier, la French Touch a tous les talents.

Renault SCENIC LIMITED

REPRISE DE VOTRE VÉHICULE

+ 4000 €⁽¹⁾



Portes Ouvertes ce week-end⁽²⁾

PARTENAIRE OFFICIEL 

(1) 4000 € ajoutés à la valeur de reprise de votre ancien véhicule roulant. Nous calculons cette valeur sur la base de l'observation en temps réel du marché et des transactions les plus récentes. Rendez-vous en ligne sur notre site cote.renault.fr pour effectuer votre estimation de reprise personnalisée. L'estimation ainsi délivrée est ensuite finalisée en concession par un professionnel de l'automobile, en votre présence. Voir conditions générales disponibles sur renault.fr et sur notre site cote.renault.fr. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable dans le réseau Renault participant pour l'achat d'un Renault SCENIC neuf du 01/01/2019 au 31/01/2019.
(2) Ouverture exceptionnelle dimanche 20 janvier selon autorisation. Gamme Renault SCENIC : consommations mixtes min/max (l/100 km) : 4,8/6. Emissions CO₂ min/max (g/km) : 126/136. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable. French Touch : Touche française.

Renault recommande 

reault.fr

AVEC TOI(T). «La plupart des personnes qui sont à la rue l'ont choisi.» «Ceux qui y restent ne font pas d'efforts.» «Il n'y a pas plus 50 sans-abris dans les rues d'Île-de-France.» Autant de clichés qui font éclater l'ignorance de ceux qui les énoncent. L'idée qu'un SDF mérite sa situation a la vie dure, mais la réalité est bien plus complexe. À l'occasion du retour des grands froids et des plans hivernaux en faveur des sans domicile fixe, le JT dresse le portrait de quatre personnes qui ont connu la rue et qui, malgré sa force destructrice, en sont sorti. Rarement tout seuls.



COMME ils ont quitté

Damian, 38 ans, Willy, 47 ans ou Djamila, 80 ans... La France compte déjà plus de 15 décès dans la rue depuis le réveillon du Nouvel An. En 2018, ils sont au moins 406, recensés par le collectif Les morts de la rue, à ne pas avoir survécu à ces terribles conditions de vie. 15 d'entre eux ont succombé dans la Ville rose. L'arrivée de l'hiver et de ses rigoureuses vagues de froid mobilise associations et pouvoirs publics qui redoublent d'efforts pour mettre les plus vulnérables à l'abri. Avec plus ou moins d'efficacité et de pérennité.

Depuis le 4 janvier, la préfecture de la Haute-Garonne, qui n'a pas souhaité s'exprimer malgré nos solli-

« Derrière chaque personne à la rue, il y a un service public qui a dysfonctionné »

citations, a activé son "plan grand froid". 190 places hivernales ont été ajoutées aux 1 179 places d'hébergement d'urgence existantes, et des nuitées d'hôtel supplémentaires seront attribuées en fonction des besoins – actuellement, ce sont 927 personnes qui sont prises en charge dans des dispositifs hô-

teliers. En outre, un nouveau lieu réclamé par les associations, d'une capacité de 200 personnes, pourrait ouvrir prochainement.

Toulouse a été choisie comme ville pilote du "Plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme". Dans une démarche de coopération avec la préfecture – l'instance compétente en matière de droit au logement – et

des partenaires associatifs, la mairie a mis à disposition un gymnase pour accueillir une centaine de personnes. Un recensement doit également bientôt être effectué, pour connaître plus précisément l'ampleur du phénomène. Selon Thomas Couderette, membre du Cedis, le collectif d'entraide et d'innovation sociale, on dénombrait actuellement à Toulouse « 3 000 à 3 500 personnes sans résidence stable, dont 2 000 dans des situations très précaires, à la rue, dans des squats ou des abris de fortune ». « Avant, le 115 recevait essentiellement des appels de personnes isolées, mais depuis quelques années, ce sont des familles qui le composent. On voit des mineurs, des femmes victimes de violence ou des nourrissons dans la rue. Les derniers publics protégés ne le sont plus », déplore le militant. Pour

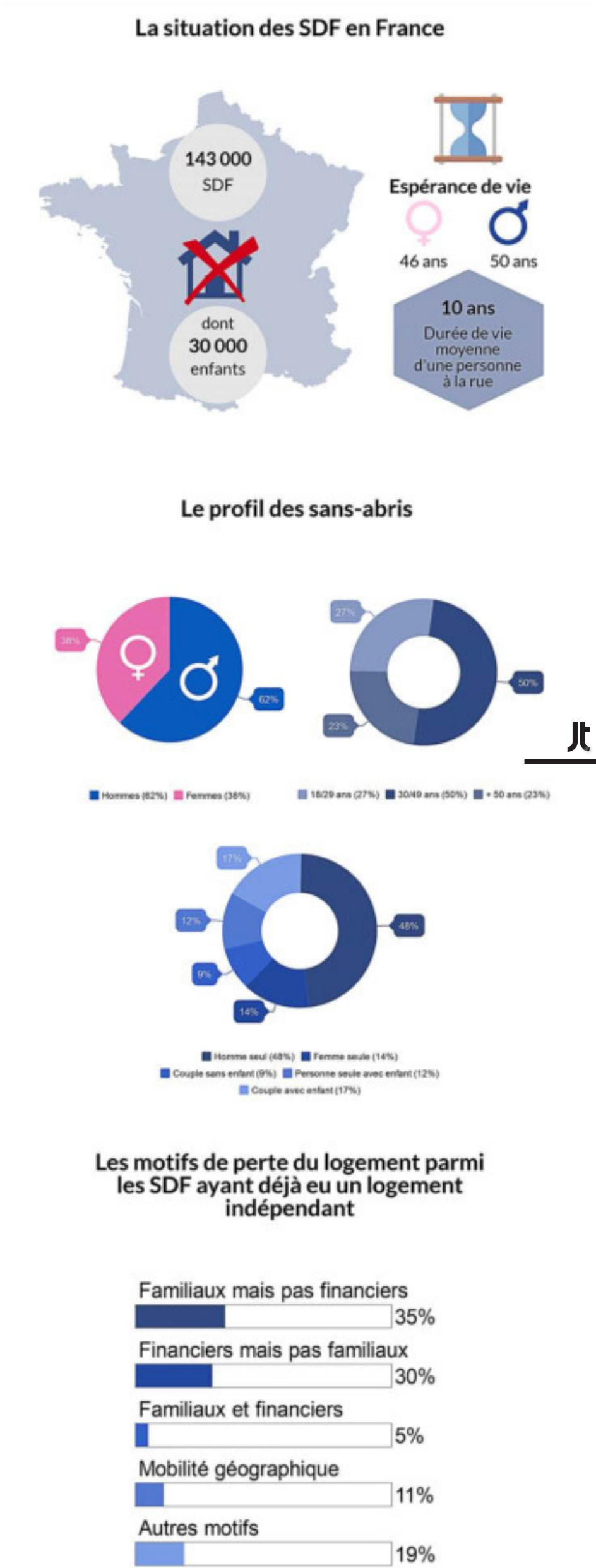


NT la rue

lui, le sans-abrisme n'est plus nécessairement lié à une pathologie ou à un accident de vie. Étudiants, personnes âgées, travailleurs pauvres, chacun peut-être concerné. Notamment à cause d'une accession à l'immobilier de plus en plus compliquée sans de solides garants. Pour Thomas Couderette, il est important de convaincre les autorités que le suivi est plus rentable que l'urgence. « On croit que nous n'avons pas les moyens d'héberger tout le monde. Mais une personne sans domicile fixe coûte deux fois plus cher à la société que si elle était relogée durablement. Il faut inverser le raisonnement et considérer que nous n'avons plus les moyens de laisser les gens dans la rue. Les élus devraient s'intéresser au prix par situation résolue et non pas par place à l'année », explique-t-il. Avant de rappeler que la solidarité qui s'exprime sur le terrain, notamment par la progression de l'accueil par des particuliers, ne doit pas faire oublier la responsabilité des institutions. « Derrière chaque personne à la rue, il y a un service public qui a dysfonctionné. »

Nicolas Belaubre ✍

« Nous n'avons plus les moyens de laisser les gens dans la rue »



Source : Insee/Ined, enquête auprès des personnes fréquentant des services d'hébergement ou de distribution de repas 2012 et Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale



It Luc, sur le seuil D'UNE NOUVELLE VIE

OPTIMISME. Après quatre mois passés dans la rue, l'avenir de Luc s'éclaircit. En grande partie grâce aux mains tendues du Secours catholique qu'il a su saisir, mais aussi grâce à une détermination sans failles.

À 48 ans, Luc se trouve dans une situation qu'il n'aurait jamais imaginée. « Du jour au lendemain, je suis devenu un sans-abri », confie-t-il, tout en vapotant. « Et je suis passé à la cigarette électronique pour faire des économies », justifie-t-il en la tenant tel un totem. Car sa seule obsession désormais est de réduire ses dépenses et mettre de l'argent de côté : « Pour réaliser le projet professionnel que j'ai en tête, j'ai besoin d'un capital de départ. Et c'est aujourd'hui mon unique but », explique Luc, déterminé. S'il ne souhaite pas dévoiler son dessein, celui-ci occupe toutes ses pensées.

Titulaire d'une maîtrise en économie, il a travaillé dans la grande distribution pendant 15 ans. « Il ne s'agissait que d'un job d'appoint pour payer mes études. J'y suis finalement resté et j'y ai évolué », se souvient-il. Jusqu'à ce que son entreprise mette la clé sous la porte et lui propose un reclassement qu'il n'a pu accepter pour raison géographique. « J'ai donc été licencié économique. Je me suis dit qu'il fallait

« Enfin un salaire pour mettre de côté et poursuivre mon objectif »

y voir un signe », lance Luc. Il décide de changer de vie et de réaliser le projet professionnel qui le passionne depuis si longtemps.

Mais tout ne se passe pas comme prévu. Luc, au chômage, arrive en fin de droit. Ne pouvant plus payer son loyer, ce Perpignanais rejoint sa sœur à Toulouse, espérant un hébergement temporaire. « Mais j'ai trouvé porte close. Elle n'a pas souhaité me soutenir », précise-t-il.

Arrivé dans une ville inconnue, Luc passe une première nuit dans la rue. Puis une seconde, une troisième, et ainsi de suite durant quatre mois. « Je rêve », a-t-il pensé. « Qu'est-ce que j'ai pu rater pour me retrouver là ? » Seul, muni d'une valise, il s'installe devant les locaux administratifs du parc des expositions, sur l'île du Ramier. Il commence à fréquenter le restaurant social

à quelques pas de là, et rejoint l'accueil de jour du Secours catholique, place Arnaud-Bernard.

« J'y ai d'abord obtenu une écoute et des conseils pour subsister », se remémore Luc. Il y mange, y trouve de la compagnie, des vêtements, un duvet... Et passe le reste de son temps à visiter Toulouse : « L'été, ce n'est pas si dur car il est toujours possible de se nourrir, de se doucher. Et dormir dehors est moins contraignant », constate Luc, se jugeant chanceux. Mais il a décidé de prendre les choses du bon côté : « Ma vie d'avant ne me convenait pas et j'ai l'opportunité de tout recommencer à zéro », confesse-t-il avec

le sourire, poursuivant : « Le sourire est important car il attire les ondes positives. J'ai choisi de voir le verre à moitié plein. »

Il multiplie les connaissances au sein du centre d'accueil du Secours catholique et se porte même bénévole. Là-bas, son honnêteté et son envie de s'investir dans son nouveau projet professionnel lui assurent une bonne réputation. On lui propose alors un hébergement social et un emploi dans une entreprise de réinsertion qu'il débutera dans 15 jours. « Enfin un salaire pour mettre de côté et poursuivre mon objectif », se réjouit-il. Une impasse qui vient de se transformer en chemin sur lequel Luc avance, à pas lents mais confiants : « Dès que je pourrai lancer mon affaire, je serai sorti de tout cela. Je reconstruirai une vie, celle que j'ai choisie. » Il a même une petite amie depuis peu. Les premiers jours du reste de son existence.



Leïla, une cure DE COURAGE

Jt

RÉSILIENCE. Se retrouver à la rue est une épreuve difficile qui se complique significativement quand on est une femme. Alors, pour une femme seule, gravement malade, étrangère, enceinte, et mère de trois jeunes filles, la situation vire au cauchemar. Pourtant Leïla s'en est sortie avec l'aide du 115 et de personnels sociaux dévoués.

Leïla (le nom a été changé) vient d'un village de la banlieue oranaise, en Algérie. Mère de quatre petites filles, elle vit chez sa belle-famille quand, en 2013, elle tombe gravement malade. On lui diagnostique la maladie de Behçet, une pathologie rare et épuisante. Pendant trois ans, elle suit un traitement lourd mais inefficace qui la cloue au lit. Ce qui n'est pas du goût des membres de sa belle-famille : « J'avais de gros problèmes avec eux. D'autant que j'avais eu quatre filles et que les gens du village n'aiment que les garçons », raconte Leïla. La situation devient intenable et elle est contrainte de retourner vivre chez son père. Celui-ci décide de lui payer le voyage en France, avec ses enfants, pour qu'elle puisse se faire soigner à Toulouse, où vit déjà l'un de ses frères. Dans ce contexte familial, Leïla doit, la mort dans l'âme, laisser sa fille aînée au pays.

« J'ai reçu une aide précieuse. Financière, alimentaire, médicale et administrative »

À son arrivée, les médecins tombent des nues en découvrant une énorme erreur de diagnostic. Leïla, qui attend son cinquième enfant, souffre en fait de la maladie de Crohn. Les soins sont longs et nécessitent de régulières hospitalisations. Rapidement, la patience de sa belle-sœur montre ses limites et, au bout d'un mois, son frère lui ferme sa porte. Leïla se retrouve, pour la première fois de sa vie et en pleine grossesse, obligée de dormir dans la rue avec ses trois filles, âgées de trois à douze ans. « C'était début novembre et il faisait très froid.

J'avais peur que nous nous fassions agresser, surtout la nuit. Nous nous cachions des gens. Le plus dur, c'était de voir mes enfants pleurer. Et de ne pas comprendre pourquoi nous étions à la rue, pourquoi on ne nous venait pas en aide. Sans elles, je me serais sûrement suicidée », confesse Leïla. Chaque soir,

elle trouve refuge dans les salles d'attente de l'hôpital Purpan. « Nous venions juste pour trouver des chaises, pour passer la nuit », explique-t-elle.

L'idée lui a été soufflée par une dame charitable qui lui a également conseillé d'appeler le 115. Il faudra trois ou quatre jours pour que le service d'urgence lui trouve une chambre. Leïla passe alors quatre nuits dans deux hôtels différents avant d'être admise dans un foyer à

Bellefontaine, géré par l'association Espoir. Dans cette maison de retraite désaffectée, 214 personnes en situation d'extrême précarité cohabitent dans de petits studios. « J'ai reçu une aide précieuse. Financière, alimentaire, médicale et administrative », détaille Leïla, dont les filles ont pu alors reprendre le chemin de l'école.

Après le démantèlement du foyer, Leïla a emménagé dans un appartement mis à disposition par l'association Espoir. Aujourd'hui, elle attend le renouvellement de son statut d'étranger malade afin de faire une demande de logement HLM. Sa fille aînée a pu la rejoindre et Leïla se réjouit tous les jours de vivre entourée de ses enfants. Les plus grandes, très bonnes élèves, se projettent dans des études de chimie ou de pharmacie. La mère courage, elle, a retrouvé confiance. Son regard s'est éclairé. Elle a libéré ses cheveux du voile qu'elle portait à son arrivée et son français s'améliore de jour en jour. « Je veux dire "vive la France" et merci à tous les gens qui m'ont aidé. Surtout aux équipes du foyer. J'y ai trouvé de véritables sœurs », conclut-elle.

Nicolas Belaubre ✍

Juliette, la femme CAMÉLÉON

CAMOUFLAGE. Juliette a passé trois mois dans la rue, mais n'en garde pas de séquelles. Ou du moins, elle s'applique à ne rien laisser paraître. En passe de retrouver un logement pérenne, cette Toulousaine souhaite désormais transmettre son expérience pour soutenir les sans-abris.

« **P**ouvoir mettre la musique à fond, disposer pleinement de mon espace. » C'est ce que Juliette attend avec le plus d'impatience, hormis l'obtention des clés de son nouvel appartement. Prévu au cours de l'année, cet événement marque pour elle la fin d'une longue période d'incertitude. Car depuis 2016, cette quinquagénaire enchaîne les logements précaires. Elle a aussi connu la rue, pendant trois mois. « C'est à cause des punaises de lit », lance-t-elle, comme surprise elle-même par sa réponse lorsqu'elle tente de justifier sa situation. « Je vivais en collocation dans un appartement vétuste où proliféraient ces petites bestioles. Après avoir maintes fois sollicité le propriétaire pour les éradiquer, j'ai décidé de quitter l'endroit », se rappelle-t-elle.

Difficile de retrouver un logement quand ses revenus, composés de prestations sociales et de la vente de bijoux fantaisie sur les marchés, ne couvrent pas les trois mois de caution demandés et que personne ne peut se por-

« Je ne souhaite pas que l'on puisse lire sur mon visage ce qu'il m'est arrivé »

ter garant. Cette Toulousaine, 20 ans expatriée à Paris, ne connaît plus personne dans sa ville natale. « J'ai donc appelé le 115 », précise Juliette. Commencent alors plusieurs mois d'errance entre les centres d'hébergement, les squats chez de vagues relations, ou la rue. Solitaire et introvertie, elle a surtout redouté le regard des gens. Ceux qui ont le raccourci facile. « Je ne souhaite pas que l'on puisse lire sur mon visage ce qu'il m'est arrivé », assure celle qui a veillé à se fondre dans la masse des passants en se débrouillant pour porter des vêtements propres, avoir une bonne hygiène... « Il y a toujours la possibilité de ressembler à quelque chose, ou plutôt à quelqu'un, pour peu qu'on veuille s'en donner les moyens », harangue-t-elle.

Même à l'accueil de jour, qu'elle fréquente assidûment, personne ne connaît vraiment la vie de Juliette tant elle s'efforce de passer inaperçue. « C'est mon caractère. Et dans la rue, cela m'a bien rendu service », confesse-t-elle. D'abord pour ne pas s'attirer la pitié, ce qu'elle déteste. Ensuite, parce qu'être une femme est une difficulté supplémentaire : « On devient une proie, à plusieurs niveaux. On a peur des agressions ou de se faire voler nos affaires parce qu'on sait moins se défendre. » Des affaires qui tiennent dans un unique sac à dos de cinq kilos, qui « représente à la fois tout ce qu'on a et un boulet », confie-t-elle. Il faut le cacher, le trimballer partout, le réparer, le mettre en sécurité...

Juliette est désormais bénévole à l'accueil de jour l'Ostalada de Toulouse, qui lui a si souvent ouvert ses portes : « J'ai commencé à les aider pour les maraudes quand j'étais encore dans la rue. » Elle organise également des ateliers d'écriture et des cafés-rencontres.

Pour Juliette, il est essentiel de transmettre son expérience : « Particulièrement aux femmes. Je leur donne mes astuces. Quand il fait froid, il est possible de trouver refuge dans des lieux accessibles à tous et chauffés comme les cafés ou les bibliothèques. Et le soir, dans des boîtes de nuit à l'entrée gratuite ou des bars. » Elle leur communique également toutes les adresses utiles pour manger, se laver, se faire héberger... « Quand ça vient de quelqu'un qui a vécu la même galère, cela passe mieux. On parle d'égale à égale », constate Juliette, qui s'investit toujours plus dans sa nouvelle mission. « Et je continuerai lorsque tout cela sera derrière moi », conclut-elle. Comme pour faire un pied de nez au destin.

Séverine Sarraat ✍

#SHUTUPDEATH



NIGÉRIA : MÉDECINS DU MONDE RÉHABILITE DES CENTRES DE SANTÉ DÉTRUITS PAR LE CONFLIT ET SOIGNE LES POPULATIONS DÉPLACÉES. FAITES UN DON SUR MEDECINSDUMONDE.ORG

© Franck AIXIUT



Stéphane, un ancien SDF QUI A DE LA BOUTEILLE

Jt

REBOND. Stéphane a passé 16 ans sans domicile fixe. Aujourd'hui, à 53 ans, il vient enfin de retrouver un toit à lui. Avec du recul et beaucoup de franchise, il parle de la "bouteille", de la manche, des squats et de la rigueur de la rue. Au fil du récit, les souvenirs resurgissent. Comme il dit, « parler, ça fait tourner le manège ! »

Dans la rue, c'est encore la bouteille qui vous tient le plus fermement la main. Stéphane le sait, il a passé 16 ans « dehors » en sa compagnie. Bien sûr, il y avait aussi sa chienne Belle qui l'a accompagné toutes ces années et dont une photo égaye le mur du salon. C'est l'unique élément de décoration de la maison et le seul vestige d'un temps révolu. À part, peut-être, un visage anguleux, durci et émacié par la rue où les yeux, restés clairs, accentuent un sourire un peu gouaillieur.

« C'est arrivé tout simplement », commence cet ancien sans-abri de 53 ans, qui vit aujourd'hui dans son propre appartement. « Je viens de Bruxelles où je menais une vie normale. Mais je suis tombé dans la bouteille. Et là, c'est le parcours banal : l'alcool prend le dessus, on perd le boulot, on perd la madame et puis on se laisse aller. » Après quelques « conneries » qui lui

« Au début, on a peur, puis cela devient une habitude »

valent de découvrir les geôles belges, Stéphane suit les conseils de son père et décide de changer d'air.

« J'ai démarré la rue à Paris, à 28 ans. J'ai beaucoup trainé dans les squats et dans les trains. J'allais de droite à gauche. J'ai voyagé et rencontré beaucoup de monde sur la route », raconte Stéphane qui a enchaîné les petits boulots saisonniers et non déclarés. En période de vache maigre, il fait la manche « à la circulation » et se retrouve parfois contraint de voler pour manger et boire. Arrivé à Toulouse, il vagabonde et dort sous les porches quand ce n'est pas sur les escaliers de la piscine Léo Lagrange, avec des compagnons d'infortune. « Au début, on a peur. Puis cela devient une habitude. J'ai essayé les centres d'hébergement d'urgence, mais ce n'était pas pour moi. J'étais avec un ami et nous étions toujours alcoolisés », admet-il.

« J'étais un batailleur. Cela m'a sauvé, mais beaucoup de mes amis sont morts », témoigne ce rescapé de la rue. Alcool, drogues, médicaments, suicides, bagarres... La liste de « ceux qui n'ont pas eu la force d'avancer » est longue. « Dans mon malheur, j'ai eu de la chance de tomber dans une bonne période », nuance pourtant Stéphane, qui estime que la vie dehors s'est encore durcie : « C'est de plus en plus difficile pour ceux qui ont une vie normale. Alors, pour les sans-abris, c'est encore pire. »

C'est lors d'un petit-déjeuner servi par le Secours catholique, qu'un bénévole donne à Stéphane le contact

de SoliHa, une association qui œuvre pour l'accès au logement. « Cela a été le déclencheur. Ce sont eux qui m'ont trouvé un appartement tremplin », reconnaît-il. Mais sortir de la rue n'est pas si facile. Stéphane héberge d'autres sans-abris et enfreint les règles du contrat passé avec l'association. « Les voisins se plaignaient car nous buvions. J'ai fini par dire stop mais c'était dur. Du jour au lendemain, je me suis retrouvé au chaud alors qu'eux étaient encore dehors », soupire-t-il. Stéphane passe ainsi sept ans dans cette situation transitoire et c'est un accident vasculaire cérébral qui le contraint à la sobriété.

Abstinant, il vient enfin de s'installer dans son propre appartement. Le premier où il se sent réellement chez lui, avec Plume, sa nouvelle chienne. Mais il doit réapprendre certains gestes du quotidien. « La rue cultive l'ignorance », considère Stéphane, qui garde des séquelles de son AVC. « Aujourd'hui, je suis handicapé. Je marche de travers et je ne peux plus travailler... Mais je m'en sors bien », conclut-il, arborant ce même sourire avec lequel il a affronté toutes ces années de galère.

Nicolas Belaubre ✍

GRAND ANGLE

Jean-Luc Moudenc hisse LE PAVILLON VERT

GRAINES. Ce jeudi 10 janvier, le maire de Toulouse a présenté ses vœux à la presse. Il a notamment rappelé l'agenda des grands projets prévus en 2019 avant de mettre l'accent sur l'enjeu environnemental. Végétalisation de l'urbain, aide à l'achat de vélos électriques, sobriété énergétique... L'objectif : donner plus de place à la nature en ville.

Après quelques propos liminaires sur la « crise sociale et démocratique » mise en évidence par le mouvement des Gilets jaunes, Jean-Luc Moudenc a présenté les principales lignes de sa politique générale pour 2019 lors de la traditionnelle cérémonie des vœux à la presse. Il a notamment exprimé sa volonté de mobiliser ses équipes autour d'un objectif : « Améliorer le quotidien de [ses] concitoyens ». Services publics, projets d'infrastructures, lutte contre la précarité et engagements en faveur du développement durable, les chantiers sont nombreux. « Les grands projets ne riment à rien si l'on ne prend pas en compte l'environnement », observe le maire de Toulouse, qui promet sur ce sujet, « une intensification de l'action de Toulouse Métropole ».

Symbole de la transition écologique dans les grandes villes, c'est la petite reine qui ouvre la liste des projets défendus par la majorité. « Entre 2004 et 2018, la part des gens qui utilisent quotidiennement le vélo dans le centre-ville est passée de 35 à 50 % », se félicite celui qui est aussi président de la Métropole. Un constat dont il n'entend pas se satisfaire pour autant. Un investissement de 25 millions d'euros par an est prévu pour développer les pistes cyclables et résorber les discontinuités du réseau. Cette enveloppe, « d'une

ampleur inédite », permettra aussi de restaurer la prime pour l'acquisition de vélos électriques par des particuliers. Dans le même esprit de mobilité douce, la mairie s'attellera à l'élaboration et à la concertation autour de la zone à faible émission (ZFE), afin d'en lancer la mise en œuvre concrète en 2020.

Jean-Luc Moudenc s'attaque également au défi de la sobriété énergétique et notamment à la question

« Les grands projets ne riment à rien sans prendre en compte l'environnement »



© Patrice Nin

du chauffage. L'édile promet une extension de 30 kilomètres du réseau de chaleur, récupérée lors de la combustion des déchets ménagers, et la mise en place d'une prime air-bois. 300 foyers pourront ainsi bénéficier, sous conditions de revenus, d'une aide à la modernisation d'appareils de chauffage à bois. Par ailleurs, la Métropole engage plusieurs projets photovoltaïques qui, à terme, produiront l'équivalent de la consommation électrique de 25 000 habitants. Une manière de combler son retard en la matière. Enfin, l'unité de méthanisation de la station d'épuration de Ginestous devrait entrer en service d'ici décembre 2019.

Dans la lignée de l'opération "Des fleurs sur Mon Mur", lancée en 2016 et qui invitait les Toulousains à végétaliser leur façade, Jean-Luc Moudenc appelle tous les acteurs locaux, promoteurs, bailleurs ou locataires, à verdir massivement Toulouse et à s'engager pour le retour de la nature en ville. Avec, par exemple, des projets d'écopâturage, trois nouveaux jardins partagés et 4 200 arbres supplémentaires plantés en 2019, la Mairie espère ouvrir la voie aux initiatives écologiques. « Toutes ces actions n'auront d'impact que si les citoyens changent également leur comportement », conclut l' élu qui souhaite aussi organiser une grande campagne de sensibilisation, notamment sur la réforme de la collecte des déchets.

Nicolas Belaubre ✍

ÇA BOUGE !

L'Occitanie en force AU CES DE LAS VEGAS

BARAKA. Pour la cinquième année consécutive, "l'Occi Tech" était en force au Consumer electronic show de Las Vegas, le plus important salon de l'innovation en électronique grand public.



« Ici, on creuse le sillon de la Tech for good ! La technologie et l'innovation doivent être au service de l'humain », affirme Nadia Pellefigue, vice-présidente de la Région Occitanie en charge du développement économique. L'élue a chaperonné la semaine dernière 45 jeunes pousses occitanes au Consumer electronic show de Las Vegas, le plus grand salon mondial de l'électronique grand public. 28 d'entre elles ont même exposé sur le très select Eureka Park du CES, qui abrite les 1 000 entreprises les plus innovantes de la planète. Présente pour la troisième année consécutive, Nadia Pellefigue constate une nouvelle fois, « à quel point l'éducation, la qualité de vie la protection

sociale, l'éthique, favorisent le rayonnement et l'attractivité de notre région à l'international ».

Parmi ces start-up qui « ont une capacité à changer le monde », l'Héraultaise Kooeva a reçu un Innovation Award pour son système de suivi en temps réel et à travers le monde de la température de produits sensibles, comme des vaccins. Même récompense pour sa consœur Devpriv, qui a mis au point une solution de protection des données et des communications. Vellazol et ses équipements solaires, OctoPharm et ses cabines de téléconsultation médicale ou Eye Light et son GPS à affichage tête haute pour les motards... Comme une trentaine d'autres, ces pépites bénéficient de l'accompagnement de la Région via l'agence de développement économique Ad'Occ. « C'est le rôle de la puissance publique de favoriser leur développement sur le territoire. C'est-là que se trouveront les emplois de demain », rappelle Nadia Pellefigue.

Philippe Salvador ✍

ET MAINTENANT ?

Carole Delga place ses vœux SOUS LE SIGNE DE LA MOBILITÉ

IDÉES. Carole Delga présentait ses vœux à la presse ce lundi 14 janvier. La présidente de la Région Occitanie en a profité pour rappeler le rôle des collectivités locales en cette période de crise et les propositions qu'elle a faites en ce sens au président de la République. Notamment en terme de mobilité.

Pour ses vœux à la presse, Carole Delga, présidente de la Région Occitanie n'a pas dérogé à la tradition du bilan des actions menées lors de l'année écoulée et des perspectives pour celles à venir. « *La Région agit au quotidien et prépare l'avenir* », a-t-elle répété, citant notamment la gratuité des manuels scolaires, la mise en place d'écochèques, mais aussi le dispositif Pass pour aider les entreprises de moins de 50 salariés, le projet Inspire destiné à assurer un vieillissement en bonne santé ou encore l'investissement dans les trains à hydrogène. Surtout, la présidente a tenu à souligner l'importance du rôle des collectivités locales, à même de retisser des liens dans cette période charnière : « *Nous avons été laissés de côté pendant 18 mois et ce que j'ai dit au président de la République lors de notre rencontre jeudi dernier, c'est que l'action de l'État doit être dirigée vers les territoires* ». Une rencontre qui a principalement porté sur les questions de mobilité, dont Carole Delga a également fait le thème central de ses vœux. Premier sujet abordé, celui des six "petites" lignes, définies comme prioritaires depuis les États généraux du rail en 2016 et à propos desquelles Carole Delga regrette qu'il n'y ait aucune avancée. « *La situation est bloquée, car la SNCF estime qu'elle n'a pas les moyens de rénover ces lignes. Il faut donc dire stop. Il suffit de transférer la maîtrise d'ouvrage aux régions, qui actuellement,*

financent les travaux à 91 % sans les décider. Nous pouvons prendre en charge les 9 % restants », propose la présidente.

Toujours en ce qui concerne le ferroviaire, cette dernière a réaffirmé le besoin de la LGV pour créer des trains du quotidien et qu'opposer les deux relevait de « *malhonnêteté intellectuelle* ». De même, la Région a également son rôle à jouer dans la décongestion de la métropole toulousaine. « *Mais pour faire bouger les choses, nous ne pouvons pas continuer avec ce fonctionnement*



institutionnel. Actuellement, pour réserver des voies aux cars, qui sont de la compétence de la Région, il faut discuter avec quatre acteurs différents, ce n'est pas raisonnable », fustige Carole Delga. L'élue propose la création d'une entité sur le modèle du Stif, devenu Île-de-France Mobilités, qui réunirait les collectivités locales concernées (Région, Département, Métropole, mais aussi Sicoval et Communauté d'agglomération du Muretain) ainsi que l'État, la SNCF ou les concessionnaires autoroutiers. « *Cela nécessiterait une modification législative. La ministre des Transports a assuré qu'elle serait prête à l'examiner* », précise l'élue.

Enfin, l'idée d'une carte de grise modulable selon la puissance fiscale, moins chère pour les propriétaires de

« *Nous ne pouvons pas continuer avec ce fonctionnement institutionnel* »

véhicules de quatre à six chevaux, a été évoquée. Un amendement au projet de loi de Finances avait été porté par les socialistes au Parlement

fin décembre, mais rejeté par la majorité. Visiblement, lors de leur rencontre, Carole Delga a su convaincre Emmanuel Macron, qui pourrait demander aux députés LREM de se ressaisir de cette question.

Nicolas Mathé ✍

À LA LOUPE

Gilets jaunes : comment SOUTENIR LES ENTREPRISES touchées ?

DÉGÂTS. À l'occasion des vœux de la CCI de Toulouse, son président Philippe Robardey est revenu sur les conséquences du mouvement des Gilets jaunes et sur les mesures mises en place pour soutenir entreprises et commerçants.

Alors que se profile l'acte X des Gilets jaunes samedi, une enquête menée par la Chambre de commerce et d'industrie de Toulouse auprès de 247 professionnels, entre le début du mouvement et la mi-décembre, a montré que deux tiers d'entre eux constatent une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 30 %. 20 % d'entre eux accusent même un recul de plus de la moitié de leur activité, tandis que le mois de décembre représente généralement 20 à 30 % du chiffre annuel. « *Les commerces vont connaître un deuxième samedi de soldes catastrophique* », ajoute Philippe Robardey, le président de la CCI, en insistant sur l'effet domino de cette baisse d'activité : « *Cela va entraîner une chute de la production des industriels et des ruptures d'approvisionnement à cause des difficultés pour les transporteurs.* »

Face à cette situation, la CCI de Toulouse multiplie les initiatives. La plateforme Alerte Commerce permet d'être averti en temps réel pour fermer les magasins. Une cellule de crise a déjà recensé 75 entreprises ayant subi des préjudices matériels en centre-ville et 15 professionnels ont demandé un report d'échéances pour protéger leur trésorerie. La CCI travaille aussi auprès des différents acteurs pour limiter les conséquences à moyen terme. « *Nous appelons par exemple les assurances à considérer le mouvement comme un seul événement pour que les commerçants ne payent la franchise qu'une fois en cas de dégâts* », explique Philippe Robardey. Un fonds de solidarité de 300 000 euros a également été créé et un plan de relance, une fois le mouvement terminé, est à l'étude. « *Nous voulons à tout prix éviter que les commerçants s'arment pour se protéger* », s'inquiète le président, pour qui « *la meilleure façon de s'en sortir est que cela s'arrête* ».

Paul Périé ✍



EN ABRÉGÉ

Quelle place pour les partis dans LE GRAND DÉBAT NATIONAL ?



Hormis les formulaires mis à disposition par la mairie dans 30 lieux de la ville, on ne connaît pas encore les contours exacts du Grand débat national à Toulouse. Malgré le flou, les partis politiques comptent bien apporter leur pierre à l'édifice.

Débattre, oui, mais de quoi ? Et comment ? C'est le sentiment général qui règne dans les formations politiques toulousaines tandis que débute le Grand débat national souhaité par Emmanuel Macron. « La lettre du président n'est pas à la hauteur. On y comprend que les réformes ne seront pas remises en cause alors que la priorité était justement d'évoquer ces grandes orientations », plaide Antoine Maurice, président du groupe écologiste à la mairie. Ce dernier regrette qu'en préalable à la tenue de ces discussions, l'on n'ait pas renoncé à l'usage des armes dites intermédiaires durant les manifestations : « C'est à l'État de désengager l'escalade de la violence. »

Bien que tenus à l'écart de cet exercice dédié aux citoyens, les partis politiques comptent bien y prendre part. « Certes, ils n'ont pas de rôle prépondérant à jouer, mais ils n'ont pas non plus à être amoindris. Nous profiterons de ce moment pour défendre une véritable transition écologique », lance Antoine Maurice. Même son de cloche du côté de la droite haut-garonnaise, qui entend « participer au dialogue républicain ». « Le débat doit être organisé pour que cela ne parte pas dans tous les sens. Nous sommes persuadés du rôle des corps intermédiaires pour synthétiser la parole des citoyens », affirme Pierre Esplugas-Labatut, porte-parole du parti Les Républicains dans le département, tout en précisant : « Une minorité de manifestants ne doit pas monopoliser la parole. » Concrètement, la fédération collectera les aspirations de chacun à l'occasion de réunions mensuelles de circonscription, « l'échelle la plus adaptée aux circonstances », puis les fera remonter via la préfecture.

Car, selon les différents partis politiques, c'est bien à l'État que revient l'organisation des discussions. « Nous n'avons pas à assurer le service après-vente du gouvernement. Les partis ont beaucoup de défauts mais ceux qui prônent le dépassement des corps intermédiaires font une grave erreur », affirme François Briançon, élu socialiste à la mairie de Toulouse. « Même si la question essentielle du moment, à savoir la répartition des richesses, est absente du cadre des débats, les militants socialistes y participeront en tant que citoyens à part entière », conclut le conseiller municipal.

Nicolas Mathé ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

TOUS POUR TOULOUSE veut faire entendre sa voix

MÉGAPHONE. Lancé par des citoyens en mal d'écoute, le nouveau mouvement politique Tous pour Toulouse compte bien peser sur les prochains scrutins locaux.

« Nous sommes l'illustration locale de ce qui se passe au niveau national », résume Ahmed Darhour, fondateur de Tous pour Toulouse, un mouvement qui semble coller parfaitement au climat social du moment. Avec la volonté de porter la voix de ceux que l'on n'entend pas, cette nouvelle formation, « ni de droite ni de gauche », souhaite, à son échelle, bousculer le paysage politique : « Ceux qui sont au pouvoir ne l'utilisent pas pour changer les choses, mais pour nous manipuler et nous coincer dans une bulle. Ce sont nos premiers ennemis. Et nous voulons être un gros caillou dans leur chaussure », lance Ahmed Darhour.

Ce fonctionnaire territorial de 34 ans a sauté le pas après une dizaine d'années passées à aider les jeunes et les personnes dans le besoin, au cœur du quartier des Izards. « J'ai pu constater les manœuvres des politiques qui tiennent les associations en laisse en les mettant en concurrence. J'ai aussi vu certains d'entre eux acheter des voix contre des petits boulots », dénonce-t-il. Son implication dans le bénévolat lui a toutefois permis de « casser les frontières et de traverser le périph' ». « Les problèmes sont partout. C'est pourquoi nous ne voulons pas que l'on nous colle l'image de jeunes des cités qui montent une liste entre arabes et noirs. Non, la nôtre est toulousaine et compte bien rassembler le plus grand nombre », annonce le fondateur de Tous pour Toulouse. De fait, parmi les 425 personnes qui y ont adhéré à ce jour, toutes les religions et les classes sociales sont représentées. Des discussions sont également en cours avec le mouvement Archipel citoyen, « pour construire un maillage entre le centre-ville et les quartiers populaires », confie Ahmed Darhour.

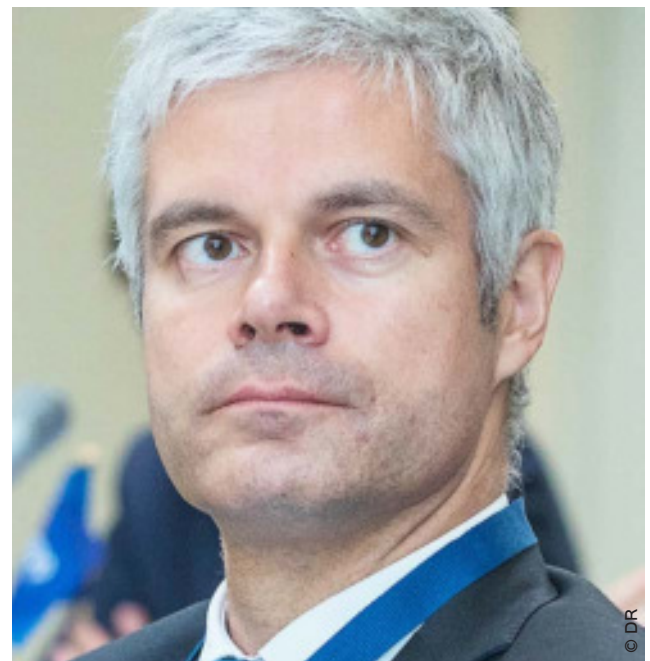


Tous pour Toulouse aux portes de la mairie ?

L'homme ne cache donc pas ses ambitions électorales. Les municipales de 2020, et pourquoi pas les scrutins départementaux et régionaux de 2021. « Cela nous laisse le temps de nous préparer et de nous mobiliser. Nous avons l'intention de devenir une véritable force de proposition. » Si ce qu'elle rejette est clairement exprimé, il reste encore à la nouvelle formation à présenter des solutions concrètes. Un programme devra être défini à partir des idées postées sur la page Facebook et bientôt sur le site internet de Tous pour Toulouse. Social, culture, logement, écologie ou emploi, chacun pourra y contribuer : « Bien sûr, nous devons faire le tri. Mais il s'agit avant tout de ne pas décider à la place du citoyen. »

Philippe Salvador ✍

LAURENT WAUQUIEZ en Haute-Garonne



Le président du parti Les Républicains a tenu, ce mercredi 16 janvier, son grand meeting de rentrée à la salle de loisirs de Quint-Fonsegrives, devant un parterre d'élus locaux et de militants de la fédération LR31. Présent pour deux jours en Haute-Garonne, Laurent Wauquiez a un programme chargé : visite de l'école Ohr-Torah, rencontre avec des agriculteurs, des entrepreneurs, des professionnels de santé et des sous-traitants d'Airbus.

PORTES OUVERTES
DU 18 AU 21 JANVIER**



*Le SUV
en classe confort.*



NOUVEAU SUV CITROËN C5 AIRCROSS



Suspensions avec Butées Hydrauliques Progressives®
3 sièges arrière indépendants et de même largeur
Volume de coffre record jusqu'à 720 L*
Grip Control avec Hill Assist Descent*
Boîte de vitesses automatique EAT8*
Sièges Advanced Comfort*
20 aides à la conduite*

À PARTIR DE

249€ / MOIS^[1]

APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 3 700 €

SANS CONDITION, LLD 36 MOIS/30 000 KM

3 ANS : ENTRETIEN, GARANTIE

ÉLIGIBLE À LA PRIME À LA CONVERSION GOUVERNEMENTALE



**INSPIRED
BY YOU**



Origins
SINCE 1919

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau SUV Citroën C5 Aircross PureTech 130 S&S BVM6 Shine avec options Jantes alliage 19" ART Diamantées, Pack Park Assist, teinte Blanc Nacré et Pack Color Red Anodisé (390 €/mois après un 1^{er} loyer de 3 700 € selon les conditions de l'offre détaillée ci-après). [1] Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km d'un Nouveau SUV Citroën C5 Aircross PureTech 130 S&S BVM6 Start neuf, hors option ; soit un 1^{er} loyer de 3 700 € puis 35 loyers de 249 € incluant l'assistance, l'extension de garantie et l'entretien au prix de 23 €/mois pour 36 mois et 30 000 km (au 1^{er} des deux termes échu). Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulable, valable jusqu'au 31/01/19, réservée aux particuliers, dans le réseau Citroën participant et sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR/PSA Finance France, locataire gérant de CLV, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 92623 Gennevilliers Cedex. Citroën C5 Aircross est éligible à la prime à la conversion gouvernementale (conditions sur www.service-public.fr sous réserve de publication du décret pour l'année 2019). * Équipement de série, en option ou non disponible selon version. ** Selon autorisation préfectorale.

CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU SUV CITROËN C5 AIRCROSS : DE 4,1 À 5,8 L/100 KM ET DE 106 À 132 G/KM.

SORTIR

Le Taquin soigne son style POUR LA JAZZ WEEK



NOTES. Un trio de base et des invités prestigieux qui se relaient chaque soir durant une semaine pour revisiter les standards du jazz. C'est une tradition de la grande époque du genre que Le Taquin remet au goût du jour avec la troisième édition du festival Jazz Week.

Pas de fashion-week à Toulouse. En janvier, c'est le jazz qui est à la mode dans la Ville rose. Pour la troisième année consécutive, Le Taquin organise la Jazz Week. « Un petit festival à l'ancienne », comme le décrit le programmeur du lieu Loris Pertoldi, destiné à transporter les aficionados du genre dans la grande époque des clubs de jazz, où un trio de base accompagnait des solistes différents chaque soir. « C'est une vraie tradition qui s'est un peu perdue. Auparavant, des formations jouaient régulièrement une semaine au même endroit. Comme une sorte de résidence en public, qui permettait au son de se développer pour gagner chaque soir en qualité. Nous avons souhaité raviver cette façon de faire sans nostalgie, en l'actualisant », raconte Loris Pertoldi. Une initiative soufflée par l'incontournable Christian Salut (dit TonTon), sorte de gardien du temple jazz toulousain.

Avec Julien Duthu à la contrebasse et Laurent Fickelson au piano, le batteur complète ainsi le trio rythmique à l'œuvre durant la semaine. Chaque soir, ils accompagneront des invités de prestige. « Ce sont tous des pointures dans le monde du jazz qui ont joué avec les plus grands. C'est assez rare de les voir en club et encore plus à Toulouse » se félicite le programmeur. Le guitariste Christian Escoudé, le saxophoniste Éric Prost, la chanteuse américaine Sara Lazarus ou encore Claude Egéa, ancien première trompette de l'Orchestre du Capitole, revisiteront chacun à leur manière les standards du jazz via des hommages à Wayne Shorter, Chet Baker ou Horace Silver. Une façon de résumer les principales lignes de cette musique : swing, groove, blues, improvisations...

Avec la Jazz Week, les sept passionnés qui ont ressuscité il y a trois ans Le Mandala, l'emblématique boîte de jazz qui avait enflammé les soirées toulousaines pendant 30 ans, ont créé un événement fidèle à l'esprit du lieu. « Le but est de casser l'image de musique d'ascenseur et de montrer, au contraire, le côté populaire et vivant du jazz. Ce format sans sonorisation ni grande scène, avec les musiciens tout proches, c'est la meilleure condi-

tion pour écouter des virtuoses. On ne remplit pas la salle de chaises volontairement pour que des gens puissent rester debout et participer pleinement. Quand ça tricote, le public réagit et applaudit, c'est très dynamique », lance Loris Pertoldi. Ce dernier assure ainsi que s'il nécessite beaucoup d'érudition pour le jouer, le jazz est une musique accessible à tous et festive. Dont on dit d'ailleurs qu'elle s'écoute avant tout avec les pieds.

En tout cas, malgré les deux ans de travaux entre la disparition du Mandala et la naissance du Taquin, le dernier club toulousain a réussi à maintenir la flamme du jazz à dans la Ville rose. « Il y a ici une vraie culture du genre. C'est la ville qui compte le plus de musiciens en France par rapport à sa population active et le jazz est une formidable école qui ouvre à tous les autres styles », conclut Loris Pertoldi.

Nicolas Mathé ✍

Un lieu BIEN VIVANT

Depuis son ouverture en 2016, plus qu'un club de jazz, Le Taquin se veut un espace d'aide à la création mais aussi d'expositions, de partage et de vie de quartier qui accueille toutes les générations, via notamment un restaurant ouvert en semaine le midi. Le soir, quelques planches sont à grignoter au bar.

Du 16 au 20 janvier
au Taquin
23 rue des Amidonniers
à Toulouse
05 61 21 80 84
🔗 www.le-taquin.fr

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



AVIS AU PUBLIC



Avis d'Appel Public à la concurrence

Pouvoir adjudicateur :
VILLE DE PIBRAC Représentée par M. Bruno COSTES 1, Esplanade Sainte-Germaine 31820 PIBRAC Tél : 05 62 13 48 10

Objet du marché :
Organisation et gestion de services créatifs, culturels et d'éducation (ALAE - CLAS - PAJ) au profit de la Ville de Pibrac.

Type de marché :
Services – Procédure adaptée (art. 27 et 28 du Décret 2016-360) – CPV 92331210

Description :
Le marché comprenant des prestations globales, complémentaires et cohérentes, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés. La dévolution en lots séparés risquant de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations, et les prestations homogènes permettant des conditions économiques plus avantageuses, il a été donc décidé de ne pas recourir à l'allotissement.

Les prestations sont néanmoins identifiées de manière distincte, et réparties comme suit : 1. Organisation et gestion des accueils de loisirs associées à l'école – ALAE.

2. Organisation et gestion du contrat local d'accompagnement à la scolarité – CLAS.

3. Organisation et gestion du point accueil jeunes – PAJ.

Durée du marché :
Début d'exécution des prestations le 11/03/2019, jusqu'au 11/08/2019, renouvelable 3 fois.

Candidature :
Les pièces à fournir au titre de la candidature et de l'offre sont prévues dans le Règlement de la consultation.

Critères d'attribution :
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :
40 % : Qualité du projet éducatif et pédagogique.
30 % : Valeur technique de l'offre.
30 % : Prix des prestations.

Adresse à laquelle les documents peuvent être obtenus et les offres déposées :
<http://ville-pibrac.fr/index.php/vie-economique/marches-publics>
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Renseignements :
service-juridique@mairie-pibrac.fr

Date limite de réception des offres :
Remise des offres le 11/02/19 à 14h00.

CONSTITUTIONS

Aux termes d'un acte sous seing-privé en date à TOULOUSE du 11 Janvier 2019, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : EPP

Forme : Société par Actions Simplifiée

Capital social : 2000 € en numéraire intégralement libéré.

Objet : La société a pour objet toutes opérations de formation, d'enseignement, conseil, audit coaching, recrutement, destinées aux entreprises, administrations, personnes morales publiques ou privées, l'organisation de rencontres consacrées à la formation, et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Siège social : 23 Chemin de la Barigoude à TOULOUSE (31100)

Cession d'actions : Toutes les cessions d'actions à l'exception des cessions d'actions entre actionnaires sont soumises à un droit de préemption et d'agrément. Les actions sont inaliénables pendant une durée de 6 mois à compter de leur acquisition ou de leur souscription.

Exercice du droit de vote : Tout associé a droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les statuts. Chaque action donne droit à une voix.

Président : Michaël CHOUCROUN, demeurant 23 Chemin de la Barigoude à TOULOUSE (31100)

Directeur Général : Sarah CHOUCROUN, demeurant 23 Chemin de la Barigoude à TOULOUSE (31100)

Immatriculation : RCS TOULOUSE

Pour avis



SARL NOYE et Associés
Expertise-Comptable
11 Rue Courtois de Viçose
31100 TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 04/01/2019 à Toulouse, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : PRASLIN

Siège social : 4 Rue du Sidobre, 31270 CUGNAUX.

Objet social : - l'acquisition d'immeubles ou de fractions d'immeubles,
- la location d'immeubles ou de fractions d'immeubles,
- accessoirement l'acquisition de terrains ou de droits immobiliers comprenant le droit de construire sur lesdits terrains, la construction sur ces terrains et la vente en totalité ou par lots des immeubles construits,
- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 100 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : Monsieur Thierry CAMES, demeurant 4 Rue du Sidobre, 31270 CUGNAUX.

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, agrément obtenu à l'unanimité des associés.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

La Gérance

SECAJOJO

Société civile immobilière
au capital de 4 euros
Siège social : 40 rue Ambroise Thomas, 31400 Toulouse

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Toulouse du 15/01/2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : SECAJOJO

Siège social : 40 rue Ambroise Thomas, 31400 Toulouse

Objet social : - L'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis et non-bâtis, leur détention et leur administration pour ses associés, la restauration et la construction de tous immeubles, la mise à disposition de tout ou partie des immeubles au bénéfice de ses associés et/ou la location de tout ou partie des immeubles de la Société ;
- L'ouverture et la gestion de tous comptes bancaires ;
- La conclusion de tout emprunt, hypothécaire ou non et, à titre exceptionnel, le cautionnement hypothécaire des associés ;
- Le cas échéant, la vente, l'échange, l'apport et l'arbitrage, de tout ou partie des éléments immobiliers et mobiliers du patrimoine de la Société, à condition de respecter strictement le caractère civil de la Société ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 4 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Bei Jocelyn et Madame Bei Josette, demeurant 40 rue Ambroise Thomas 31400 Toulouse

Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant, agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis
La Gérance

TSAK-TSAK
Société par actions simplifiée
au capital de 4500 euros
Siège social : 66 Route de Boulou, 31340 VACQUIERS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TOULOUSE du 10 janvier 2019, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : TSAK-TSAK

Siège : 66 Route de Boulou, 31340 VACQUIERS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 4500 euros

Objet : Activité de restauration rapide et service traiteur

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective

Sous réserve des dispositions légales, chaque action donne droit à une voix

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés

Président : Madame Vohangy Soloniaina RAMAHERISOA épouse VIRAC, demeurant 1008 Chemin des Barthes, 31340 VACQUIERS

Directeur général : Madame Miranah Stéphanie RANJALAHY, demeurant 66 Route de Boulou 31340 VACQUIERS

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

POUR AVIS
Le Président

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : BLOC PROTEC

FORME : Société par actions simplifiée

SIEGE SOCIAL : 86 Rue du Port Haut – 31 330 GRENADE SUR GARONNE

OBJET : la conception, la fabrication, la location, la mise en place et le développement de blocs de bétons modulaires urbains destinés à assurer la sécurité publique et la protection des personnes, la sécurisation des bâtiments et à délimiter l'espace urbain lors de manifestations événementielles ou de manière permanente

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 2 000 euros

PRESIDENT : Benoît BARBARA, demeurant 86 Rue du Port Haut – 31 330 GRENADE SUR GARONNE

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse.

Pour avis

AUDISUD PLAISANCE

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société par Actions Simplifiée VJL Voyages

SIEGE SOCIAL : PLAISANCE DU TOUCH 31830 – 4 impasse des pins

OBJET : L'activité d'agence de voyage.

DUREE : 99 années

CAPITAL : 7 500 euros

PRESIDENCE : Madame Valérie STIVALA - demeurant 4 impasse des pins – 31830 PLAISANCE DU TOUCH

DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom. Chaque action donne droit à une voix.

AGREMENT : Toute transmission et cession d'actions est soumise à l'agrément préalable du Président.

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis



Maître Emma DELAUNAY
Avocat à la Cour - 232 Avenue de Fronton 31200 TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 décembre 2018, il a été constitué une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : WIL-LYVES; **Capital social :** 100 € divisé en 10 actions de 10 € chacune, entièrement souscrites, représentatives d'apports en numéraire; **Siège social :** 104 avenue des Etats Unis 31 200 TOULOUSE **Objet social :** La restauration traditionnelle; **Durée :** 99 ans; **Président :** Mr Gérard PERGET né le 20 février 1945 à Toulouse (31), demeurant 11 impasse de Maubec 31 200 TOULOUSE; **Directeur général :** Monsieur Yves HERISSON né le 21 juillet 1969 à Toulouse (31), Demeurant 16 avenue des Etats Unis 31200 Toulouse.

Admission aux assemblées et droit de vote : le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix. **Agrément :** Les cessions entre associés ou à un tiers à quelque titre que ce soit sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés; immatriculation RCS de TOULOUSE.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution, sans apport en nature de la Société Civile « **SCI DES VIGNES 2** ». **OBJET :** - L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, la location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles; - La construction et la restauration de tous immeubles commerciaux, professionnels et d'habitation; - Et d'une façon générale, toutes opérations mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement et indirectement à l'objet précité, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société. **SIEGE SOCIAL :** NOE (31410) impasse Ramoundet n°6, ZAC des Serres. **DUREE :** 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. **CAPITAL SOCIAL :** 1.000 Euros libéré intégralement divisé en 100 parts de 10 Euros constitué uniquement d'apports en numéraire. **GERANCE :** Monsieur Jean-Philippe CHET-CUTI, demeurant à RIEUX (31310) rue Saint Julien n°22. **CESSION DE PARTS :** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et en cas d'apport à une société-holding dont l'associé-apporteur est majoritaire avec les membres directs de sa famille (conjointe et enfants) exclusivement. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers qu'avec le consentement des associés représentant plus des deux tiers du capital social. **IMMATRICULATION :** RCS de TOULOUSE.



Valmary - Launois - Roca - Llanes

Avocats
61 allée du Comminges
31770 COLOMIERS

Avis de constitution

Il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : DETAIL MY CAR

Forme juridique : SARL

Siège social : 16 rue Isaac Newton – 31830 PLAISANCE DU TOUCH

Objet social : Préparation esthétique de tous véhicules. Vente de produits et accessoires relatifs à l'entretien des véhicules. Prestation de services et dispense de formation à titre accessoire dans le cadre de la préparation esthétique de véhicules.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS

Capital social : 100 €

Gérance : Julien SOMMACAL demeurant 6 rue Antoine Zanatta – Villa 5 – 31880 LA SALVETAT SAINT GILLES est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée.

Immatriculation de la Société au RCS de Toulouse.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : F&M CONSTRUCTIONS

FORME : Société à responsabilité limitée

SIEGE SOCIAL : 1 Ter Chemin de Chantemesse – 31 310 RIEUX VOLVESTRE

OBJET : toutes activités de maçonnerie et gros-œuvre

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 1 000 euros

GERANCE : Luis Miguel DE ALMEIDA FIGUEIREDO, demeurant 1 Ter Chemin de Chantemesse – 31 310 RIEUX VOLVESTRE et Ricardo Jorge MARQUES demeurant 25 A Rue des Erables – 31 190 MIREMONT

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

Suivant un acte ssp en date du 18/12/2018, il a été constitué une SAS

Dénomination : ATB SNACK

Nom commercial : ATB SNACK

Siège social : 28,rue De La Colombe 31000 TOULOUSE

Capital : 500 €

Activités principales : restauration rapide sur place et à emporter, sans vente de boissons alcoolisées.

Durée : 99 ans

Président : M. BEN CHEIKH Abdelaziz 12, rue Des Anciens Silos 31600 MURET

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

SCI LANGUE AU CHAT

Au capital de 1.000,00€
Siège social : 30 chemin du Clos de Barraou – 31410 LE FAUGA

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 8 janvier 2019, il a été constituée une société:

Forme : Société civile immobilière

Objet : L'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés.

Dénomination : LANGUE AU CHAT.

Siège social : 30 chemin du Clos de Barraou – 31410 LE FAUGA

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Capital : 1.000,00€.

Gérance : Mme Marion BONNAFOUS 24 rue Saint Honest – 31000 TOULOUSE.

Immatriculation : RCS de TOULOUSE.

Pour avis, Mme Marion BONNAFOUS.

Par acte sous seing privé en date du 10 janvier 2019, il a été créé la société civile immobilière suivante : **Dénomination :** SCI RIGLA, au capital de 200 €, siège social : 7 bis chemin de la rivière longue 31850 BEAUPUY, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au RCS. **Gérance :** Monsieur Ludovic Laurent ABAZ, demeurant à CASTELGINEST (31780) 27 chemin des Barrières Bât A Apt 13 et Monsieur Richard GAMERO, demeurant à BEAUPUY (31850) 7 bis chemin de la rivière longue.

Objet : Acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, apport, propriété, mise en valeur, transformation, administration, location et vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers. Agrément : la cession des parts sociales est soumise à l'agrément de tous les associés. Immatriculation de la société au RCS de TOULOUSE.

Par acte SSP du 14/01/2019 il a été constituée une SARL à associé unique dénommée: **MON ADMINISTRATION TOULOUSAIN** Siège social: 6 rue des jardins du sauzat 31750 ESCALQUENS Capital: 2.000 € Objet: L'assistance, le conseil, l'organisation, la gestion administrative et financière à temps partagé. Gérant: Mme GUILLOU Jocelyne 6 Rue des Jardins du Sauzat 31750 ESCALQUENS Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte SSP à TOULOUSE en date du 10 Décembre 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme sociale : Société par actions Simplifiée
Dénomination sociale : MMP
Siège social : 51 bis Route de Lavaur 31850 MONTRABE
Objet social : La fabrication, la vente et la livraison de pizzas à emporter et autres produits typiques, ainsi que la vente de tout article d'épicerie fine et de salades
Durée de la Société : 99 ans
Capital social : 1 000 euros,
Président : Monsieur MEYNARDIE Maxime
Demeurant 4 Chemin de Lagarde 31380 GRAGNAGUE.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

**Pour avis
Le Président**

Par acte SSP du 02/01/2019 il a été constitué une SAS dénommée: JNLF
Siège social: 42 avenue de la comtesse de ségur 31590 VERFEIL Capital: 1.000 €
Objet: La promotion immobilièrePrésident: M. ROQUES Joel 42 avenue de la comtesse de ségur 31590 VERFEIL Transmission des actions: Actions librement cessibles Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes. FORME : Société civile immobilière DENOMINATION : LULO IMMO SIEGE SOCIAL – 15 Chemin de la Grive -31240 L'UNION OBJET : L'acquisition de biens et droit immobiliers, la mise en valeur de ces biens, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement. DUREE : 99 ans CAPITAL : 1 000 euros GERANCE : Monsieur Cédric ALVERNHE demeurant 15 Chemin de la Grive – 31240 L'UNION IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Suivant un acte ssp en date du 31/01/2018, il a été constitué une SCI
Dénomination : LES CHOUX
Siège social : 13 Rue Des Azalées 31240 L'UNION
Capital: 600 €
Activités principales : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers.
Durée : 99 ans
Gérant : M. DUVAL François, Nicolas, Alexis 13 Rue Des Azalées 31240 L'UNION et Mme SILVESTRE EPOUSE DUVAL Justine, Valérie, Magali 13 Rue Des Azalées 31240 L'UNION
Cession de parts sociales : Libre entre associés soumise à agrément dans les autres cas
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 02/01/2019 il a été constitué une SAS dénommée:
CHEZ JEANINE
Siège social: 72 avenue de castelnau 31380 MONTASTRUC LA CONSEILLERE
Capital: 1.000 €
Objet: Restauration traditionnelle et de vente de plats à consommer sur place et l'organisation d'animations et d'événements en lien avec ces activités
Président: ALRIC Valérie 72 avenue de castelnau 31380 MONTASTRUC LA CONSEILLERE
Transmission des actions: Actions cessibles uniquement avec l'agrément préalable des associés
Admission aux assemblées et exercice du droit de vote: Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte ssp du 02/01/2019 , il a été constitué une société représentant les caractéristiques suivants :
Forme : SARL
DENOMINATION : LUM.ELEC
CAPITAL : 1000.00 euros
Siège social : 23 rue des Rouges Gorges 31530 Montaigut sur Save
OBJET : Tous travaux électrique ,installation , rénovation, mise conformité ,achat et vente produits électriques
DUREE : 99 ANS
GERANCE : LANCOLOT ERIC demeurant à 23 rue des Rouges Gorges 31530 Montaigut sur Save nommé pour une durée indéterminée
Immatriculation RCS DE TOULOUSE

Suivant acte SSP en date du 12/01/2019, il a été constitué une sarl.
Dénomination : **TOP-PET**.
Nom commercial : TOP-PET.
Objet : Vente de produits alimentaires et accessoires animaliers.
Siège social : 294 Avenue de Grande Bretagne 31300 TOULOUSE.
Capital : 20000 euros.
Durée : 99 ans.
Gérance: M. Alexis IBANEZ, 294 Avenue de Grande Bretagne 31300 TOULOUSE , Mme Laura GUILLAUME, 3 Bis Allée Jean Griffon 31400 TOULOUSE .
Immatriculation RCS TOULOUSE.

Suivant acte SSP en date du 16/01/2019, il a été constitué une sas. Dénomination : **ATTRACTION**. Objet : CONSEILS ET REALISATIONS EN COMMUNICATION ET AUDIOVISUEL. Siège social : 6 rue Chambenois APPART 18 31400 TOULOUSE. Capital : 1500 euros. Durée : 99 ans. Président: M. Pierre Faltot, 6 rue Chambenois APPART 18 31400 TOULOUSE. Clause d'agrément: les actions sont librement cessibles entre associés mais ne peuvent être cédées à des personnes étrangères qu'avec le consentement de la majorité des deux tiers des voix des actionnaires réunis en AG. Conditions d'admission: chaque action donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations. . Immatriculation RCS TOULOUSE.

Suivant sous-seing privé en date du 02/01/2019, il a été constitué une SCI. Dénomination : MAURY. Objet : propriété gestion location immobilière. Siège social : 99 route de Lavaur 31850 Montrabé. Capital : 100 euros. Durée : 99 ans. Gérance: M. Victor SHKVARENKO, 99 Rte de Lavaur 31850 Montrabé . Immatriculation RCS TOULOUSE.

**TRANSFERTS
DE SIÈGE**

**CONTROLE
TECHNIQUE
CREUTZWALD**
**Société à responsabilité limitée
au capital de 20 500 euros**
**Siège social : Zone Industrielle du
Carrefour de l'Europe
57600 MORSBACH
487656159 RCS SARREGUEMINES**

Par décision du 15 janvier 2019, l'association unique a transféré le siège social au 224 avenue des Etats-Unis 31200 TOULOUSE à compter du 16 janvier 2019, et a modifié en conséquence l'article 4 des statuts.
La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SARREGUEMINES sous le numéro 487656159 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.
Gérance : Madame Patricia MULLER, demeurant 22 rue Anatole France 57390 RUSSANGE

**Pour avis
La Gérance**


6 rue Louis de Broglie 21000 Dijon

RAMAGE Société civile immobilière au capital de 1 000 euros Siège social : 21B chemin Lous Toupis 64230 SAUVAGNON 489 646 166 RCS PAU AVIS DE PUBLICITE Aux termes d'une délibération en date du 27 décembre 2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 8 Lieudit le Plagat, 31700 DAUX au 21B Chemin Lous Toupis, 64230 SAUVAGNON à compter du 01 décembre 2018, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. L'avis de constitution de la société a été publié dans L'AUXOIS LIBRE, le 14 avril 2006 et au BODACC le 19 avril 2006, numéro 2006A1666. Les modifications résultant du présent avis sont les suivantes : Ancienne mention : 8 Lieudit le Plagat, 31700 DAUX Nouvelle mention : 21B Chemin Lous Toupis, 64230 SAUVAGNON Modification sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.
Pour avis La Gérance

WALKER AVIATION INTERNATIONAL
Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros
Siège social : 12, rue Vallauris - 31240 L'UNION 410 391 478 RCS TOULOUSE
Par décision du 28 décembre 2018, la gérance a décidé de transférer le siège social du 12, rue Vallauris - 31240 L'UNION au 5 Rue du Professeur Pierre VELLAS – Immeuble Syrius – CS 93076 – 31025 TOULOUSE CEDEX 03 à compter du 1er Janvier 2019, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Aux termes d'une décision en date du 19/11/2018, l'assemblée générale de la SCI LES SAINTES, au capital de 1000 euros, dont le siège social est 17 allée du Xéraco 31150 BRUGUIERES, immatriculée au RCS de Toulouse sous le N° 539 382 929 a décidé de transférer le siège social du 17 allée du Xéraco 31150 BRUGUIERES au 168 avenue de Toulouse 31620 CEPET à compter de ce jour et mis à jour l'article 4 des statuts. Les statuts à jour seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis. La Gérance

L'AG extraordinaire du 11/12/2018 a décidé le transfert de :
BIOCENYS SCOP ARL à capital social variable :- capital social de 8000€ et un capital variable minimum de 4000€ - Ancien siège : 12 rue Louis Courtois de Vicoise, Les Arches Bat 3, 31100 Toulouse RCS 750380289
Nouveau siège :19 chemin de la Loge 31400 Toulouse
Date d'effet 11/12/2018

Aux termes d'une décision en date du 19/11/2018, l'assemblée générale de la SCI CADS' IMMO, au capital de 1000 euros, dont le siège social est 17 allée du Xéraco 31150 BRUGUIERES, immatriculée au RCS de Toulouse sous le N° 539 420 349 a décidé de transférer le siège social du 17 allée du Xéraco 31150 BRUGUIERES au 168 avenue de Toulouse 31620 CEPET à compter de ce jour et mis à jour l'article 4 des statuts. Les statuts à jour seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis. La Gérance

Suite à l'AGE du 16/01/2019 la société **L'EURL SAINT-CLAUDE** capital de 500€ RCS TOULOUSE 809 547 011, siège social 7 avenue Didier Daurat 31700 Blagnac a décidé de transférer son siège social au 49 Grande-Rue Saint-Michel, incubateur NUBBO, 31400 Toulouse au 16/01/2019. Modifications au RCS de Toulouse.

**CESSIONS FONDS
DE COMMERCE**



Suivant acte reçu par **Maître Stéphane PELLETIER, Notaire à CINTEGABELLE (Haute-Garonne) 10 route des Baccarets** d'En Bas, le 6 novembre 2018, enregistré au 3ème bureau de TOULOUSE sous le numéro 2018N3676, le 4 décembre 2018, a été cédé par :
La Société dénommée **SARL STE D'EXPLOITATION LE GARDEN**, Société à responsabilité limitée au capital de 167693,92 €, dont le siège est à AUTERIVE (31190), 3 rue Ferdinand Buisson, identifiée au SIREN sous le numéro 341369171 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Un fonds de commerce de CAFE RESTAURANT HOTEL PLATS A EMPORTER ET TRAITEUR sis à AUTERIVE (31190) 3 rue Ferdinand Buisson, connu sous le nom commercial LE GARDEN, et pour lequel il est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 341369171.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

AU PROFIT DE la société dénommée **L'ENDROIT**, société à responsabilité limitée au capital de 3000 €, dont le siège est à AUTERIVE (31190) 3 rue Ferdinand Buisson, identifiée au SIREN sous le numéro 841999139 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de **CENT VINGT MILLE EUROS (120 000,00 EUR)**, s'appliquant :
- aux éléments incorporels pour CENT QUINZE MILLE EUROS (115 000,00 EUR)
- au matériel pour CINQ MILLE EUROS (5 000,00 EUR)

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.



Suivant acte signé en date du 9/01/2019 enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de TOULOUSE 3 le 11/01/2019 Dossier n° 2019 00001868– Référence 3104P03 2019 A 00392. La Société ARTISANAT CUISINE SERVICES, Société à Responsabilité Limitée au capital de 5.000 Euros dont le siège social est à Lacalm – 81430 LE FRAYSSE, RCS TOULOUSE n° 529 089 690,

A CEDE A
La Société **ACS CUISINE**, Société par actions simplifiées unipersonnelle au capital de 3.000 €, ayant son siège social à TOULOUSE (31300), 14 rue de Caulet C/o Annex, RCS TOULOUSE, n° 843 930 116, La clientèle du fonds de commerce d'étude, fourniture, et pose de cuisine sur mesure sis et exploité à TOULOUSE (31300) – 151 chemin de Tournefeuille moyennant, le prix de QUINZE MILLE EUROS (15.000 euros),
Prise de Possession : 9 janvier 2019
Les oppositions au paiement du prix au Vendeur seront reçues au siège du fonds sis à TOULOUSE (31300) – 151 chemin de Tournefeuille, pour la validation, dans les formes prescrites par l'article L 141-14 du Code de Commerce, et pour la correspondance par Maître Antoine FLORONI, Avocat sis 6 place de l'hôtel de ville 32600 L'ISLE JOURDAIN
L'insertion prescrite par la loi au BO-DACC a été ordonnée en temps utiles.

**Pour
vos demandes
de DEVIS**

**32 Rue Riquet
31000 Toulouse**



**MODIFICATIONS
DIRIGEANT(S)**

**SOCIETE CIVILE
IMMOBILIERE DU
30 RUE BAYARD**
**Société Civile Immobilière
Au capital de 1524,49€
30 rue de Bayard – 31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE 342898988**

Aux termes d'un acte reçu par Me Antoine GINESTY notaire à TOULOUSE le 29/10/2018, les associés ont nommé en qualité de nouveau gérant Mme Claude FAIVRE à compter du 29/10/2018 et pour une durée illimitée, en remplacement de M. Claude FAIVRE décédé.
Mention est faite au RCS de Toulouse.

Pour avis.

SCI LA FORGE
**Société Civile Immobilière
Au capital de 25.916,33 €
Route Nationale 113
31450 DONNEVILLE
RCS 347 872 335 TOULOUSE**

Lors de l'assemblée générale extraordinaire qui a eu lieu le 11 décembre 2018, les associés de la société SCI LA FORGE ont décidé de nommer Madame Christiane LACAZE épouse MASSAT, demeurant à DONNEVILLE (Haute-Garonne) 30 B RD 813, née à LOMBEZ (Gers) le 7 février 1956, cogérante de la société à compter du 11 décembre 2018.
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.


**Avocats
61 allée du Comminges
31770 COLOMIERS**

ALSATIS
**SAS au capital de 108.235,45 €
Siège : 11 rue Michel Labrousse –
ZAC Parc d'Activités de Basso Cambo
31100 TOULOUSE
479 858 235 RCS TOULOUSE**

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 21/12/2018, la collectivité des associés a nommé Antoine ROUSSEL demeurant 28 rue Lejeune – 31000 TOULOUSE en qualité de Directeur Général à compter du 01/01/2019 pour une durée de 3 ans.

DISSOLUTIONS



**Etude de
Maître Olivier FIS**
NOTAIRE
Titulaire d'un Office Notarial
**Villa « Les Hortensias »
8 Boulevard Jean Jaurès
31260 SALIES-DU-SALAT**

**Avis de
Dissolution Anticipée**

Par AGE en date du 26/11/2018, enregistrée au SPFE TOULOUSE 3, le 10/12/2018, dossier 2018 00064087, référence 3104P03 2018 N 03805, les associés ont, à l'unanimité, décidé la dissolution anticipée et la mise en liquidation amiable de la SARL dénommée CHAUSURES CAZAC SARL, au capital social de 76.224,51 € dont le siège social est situé à SAINT GAUDENS (31800), 83 Rue de la République, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n° 326889680. Mme Carole Dany Gisèle CAZENEUVE épouse CAZAC demeurant à L'ISLE EN DODON (31230), Route de Molas, a été nommée liquidateur pour toute la durée de la liquidation avec les pouvoirs les plus étendus pour mener à bien la liquidation. Le siège de la liquidation est fixé au siège de la société. Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de TOULOUSE.

**POUR AVIS ET MENTION.
Maître Olivier FIS**

CABINET FORDERER TOULOUSE
Société à responsabilité limitée au capital de 4.000 euros
Siège social : 37 route de Bessieres 31240 L'UNION
RCS TOULOUSE 834 418 915
En date du 31 décembre 2018, la société BLC AUDIT, SARL au capital de 5000€ sise Technoparc 1 Bât4 1110 avenue de l'Occitane 31670 LABEGE, 799491337 RCS TOULOUSE, associée unique de la société CABINET FORDERER TOULOUSE, a décidé la dissolution sans liquidation de cette société dans les conditions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil. Les créanciers peuvent former opposition devant le Tribunal de Commerce de Toulouse dans les 30 jours de la présente publication. Radiation au RCS de TOULOUSE

ZAWADI GI FT
**Société Par Actions Simplifiée en
liquidation au capital de 3 000 euros**
**Siège social : 26 RUE D'AURIOL
31400 TOULOUSE (Haute Garonne)
803 588 532 RCS TOULOUSE**

Avis de publicité légale

- La dissolution anticipée de la société a été prononcée, aux termes de l'assemblée générale extraordinaire, à compter du 15 décembre 2018 suivi de sa mise en liquidation.
- A été nommé comme liquidateur : Monsieur MARIO MAGLIONE, demeurant à TOULOUSE (Haute Garonne) 22 RUE PEYRAS, a qui ont été conférés les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif et acquitter le passif.
- Le siège de la liquidation est fixé au siège social à TOULOUSE (Haute Garonne) 26 RUE D'AURIOL. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE.

**Pour avis,
le représentant légal.**

**EXPLOITATION
AGRI COLE A
RESPONSABILITE
LIMITEE GISQUET**
**Société civile au capital
de 15 244,90 euros**
**Siège social : 20 Rue Saint Michel
Hameau de Daujas
31190 MAUVAISIN
424 618 478 RCS TOULOUSE**

Suivant procès-verbal du 11/12/2018 l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable et a nommé en qualité de liquidateur : Mr Dominique GISQUET demeurant 20 Rue Saint-Michel – Hameau de Daujas 31190 MAUVAISIN avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.
Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et tous actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.



**SOCIETE
TOURNEFLAM**
**SARL au capital de 104 000 €
131 bis ROUTE DE SAINT SIMON
31 100 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 487 989 758**

**Dissolution anticipée
de la société**

L'A.G.E. du 20 DECEMBRE 2018 a décidé la dissolution anticipée de la SARL TOURNEFLAM à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable en application des dispositions statutaires.
Elle a nommé en qualité de liquidateur Monsieur Jean François LALLOZ demeurant à TOULOUSE 31 100 5, CHEMIN DE MONTLONG, à compter de la même date.
Le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

**Pour avis et mention.
Le liquidateur.**

Dénomination: **L'Épicerie SAINT CLAR**
Société à responsabilité limitée au capital social: 1000 euro
Siège social : 46 La grande place 31600 Toulouse
Siren : 831 155 429
Aux terme d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 Janvier 2019, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 10 Janvier 2019 et sa mise en liquidation amiable. Elle a nommé Mme Sabrina Mohamedi demeurant à 12 rue Saint Hélène en qualité de liquidateur et lui a conféré les pouvoirs pour terminer les opérations sociales en cours , réaliser l'actif, acquitter le passif.
Le siège de liquidation est fixé au 12 rue Saint Hélène, 31500 Toulouse.
C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés.
Mention sera faite au RCS de Toulouse.
Pour avis

Le 31.08.2018,l'associé unique de la sas spc sani pro clim,10 r antoine de gaulejac apt 205 31600 muret, capital 1500€,rcs toulouse 805177607,decide de la dissolution anticipee de la societe a compter du 31.08.2018,est nomme liquidateur jean sebastien amorrortu sis 1b ch de bonzom 31390 peyssies,et fixe le siege de la liquidation au siege social.rcs toulouse

LIQUIDATIONS

COMPLEXE ROUTIER REGIONAL DE TOULOUSE

Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
Au capital de 10 000 euros
Siège social : 6 Avenue de Fondreyre
31200 TOULOUSE
503 258 774 RCS TOULOUSE

Clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 19/12/2018 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au Liquidateur M. Jean-Jacques BOLZAN demeurant 9 Chemin de la Bouriette – 31300 Toulouse, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation au 31/10/2018. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis, le Liquidateur

ZAWADIGIFT Société Par Actions Simplifiée en liquidation au capital de 3 000 euros Siège social : 26 RUE D'AURIOL 31400 TOULOUSE (Haute Garonne) 803 588 532 RCS TOULOUSE

Avis de publicité légale

D'un procès-verbal en date du 31 décembre 2018, il résulte que :
- L'assemblée générale des associés du 31 décembre 2018, après avoir entendu le rapport de Monsieur MARIO MAGLIONE liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat, et a constaté la clôture des opérations de liquidation.
- Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,
le liquidateur

AUDISUD EXPERTISE

TrYnBuY Société par Actions Simplifiées Au capital de 15 500 € Siège social : 1 rue Traversière Apt A18 – Parc BONNEFONT 31 450 BAZIEGE R.C.S. TOULOUSE 820 204 139

Par décision du 20 décembre 2018, les associés, statuant au vu du rapport du Liquidateur ont approuvé les comptes de liquidation ; donné quitus au Liquidateur et déchargé de son mandat; décidé la répartition du produit net et de la liquidation ; prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'EXPLOITATION DE SPECTACLES DE TOULOUSE (SEMEST)

Société anonyme d'économie mixte en liquidation au capital de 200 000 euros
Siège social : 11 Avenue Raymond BADIOU 31300 TOULOUSE
418839775 RCS TOULOUSE
L'Assemblée Générale réunie le 21/12/2018, a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus de sa gestion au Liquidateur Madame Marthe MARTI, demeurant 65 Avenue de LOMBEZ 31300 TOULOUSE, l'a déchargé de son mandat, a procédé à la répartition du solde de liquidation et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Dénomination: **L'Épicerie SAINT CLAR**
Société à responsabilité limitée au capital social: 1000 euro
Siège social : 46 La grand place 31600 Toulouse
Siren : 831 155 429

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 10 Janvier 2019, les associés ont approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et constaté la clôture de la liquidation. Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse.
Pour avis

Notre
ADRESSE
MAIL

annonceslegales@
lejournaltoulousain.fr



Pour vos demandes
de DEVIS

09 83 27 51 41

MODIFICATIONS CAPITAL SOCIAL



Société d'avocats
2 Cheminement Henri BOSCO
31 000 TOULOUSE

Société OTPS
SARL au capital de 10.000 €
porté à 120.000 €
Siège Social : 81, route de Bazus
31380 GARDECH
RCS Toulouse N°510 136 393

Avis D'augmentation Du Capital

Aux termes du procès-verbal d'une AGE en date du 31/12/2018, l'associé unique décide d'augmenter le capital social de la société d'une somme de 110.000 euros (cent dix mille), pour le porter de 10 000 euros (dix mille), à 120 000 euros (cent vingt mille) par incorporation directe de la somme de 110 000 € prélevée sur le compte courant dont la SAS MATTHIAS est titulaire en sa qualité de société mère dans les livres de la SARL OTPS.

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 1.100 parts sociales nouvelles d'un montant nominal de 100 € attribuées gratuitement à l'associée unique la SAS MATTHIAS.

Les modifications résultant de la décision ci-dessus apportée au texte de l'avis antérieurement publié sont les suivantes :

Article 6 : Apports :

Il est rajouté à cet article les paragraphes suivants : « Par assemblée générale extraordinaire de la société en date du 31 Décembre 2018, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant de 110 000 € (cent dix mille euros), afin de le porter de 10 000 € à 120 000 € (cent vingt mille euros), par incorporation directe de ladite somme de 110 000 € prélevée sur le compte courant dont dispose la société holding qui la contrôle dans la société OTPS.

Cette augmentation a été réalisée par la création de 1 100 parts sociales nouvelles d'un montant nominal de 100 euros (cent), attribuées gratuitement à l'associée unique la société MATTHIAS SAS. »

Article 8: Capital :

Le premier paragraphe de cet article est désormais rédigé comme suit : « Le capital social est fixé à 120 000 € divisé en 1200 parts de 100 chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 1200 et attribuées en totalité à l'associé unique. ».

Le dépôt légal sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse.

POUR AVIS,

SCI 16-08 M
Société Civile Immobilière
100.000,00 Euros
Siège social : 16 Chemin Bellegarri-
gues – 31140 AUCAMVILLE
794 228 262 RCS TOULOUSE

Avis de réduction de capital social

Aux termes d'un procès-verbal d'Assemblée Générale en date du 07/11/2018 enregistré au SPF de TOULOUSE 3 le 07/12/2018 Dossier 2018 00063319 référence 3104P03 2018 N 03785, il a été décidé la réduction du capital social de la somme de 99.000 Euros. Cette réduction de capital intervient suite à réduction nominale des parts.

Par suite le capital social est ainsi composé :

Ancienne mention :
Capital social : 100.000,00 €
Nouvelle mention :
Capital social : 1.000,00 €
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis, le Gérant



9 avenue Parmentier
31086 Toulouse

RMS PLAISANCE
Société civile immobilière
au capital de 5.000 euros
ramené à 3.900 euros
Siège social : 4 chemin de
Bordeneuve - 31790 SAINT SAUVEUR
501 664 635 RCS TOULOUSE

Par décision unanime des associés en date du 19 décembre 2018, le capital social a été réduit d'une somme de 1.100 euros par rachat suivi de leur annulation de 110 parts sociales. Il en résulte que le capital social a été ramené de 5.000 euros à 3.900 euros. Les statuts ont été actualisés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse

Pour avis,

DIVERS

Me Séverine BENOIT-TERES
AVOCAT
1, Avenue de Toulouse
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS
Tel : 05.31.22.10.18
severine.benoitteres@sfr.fr

Avis de modifications

Dénomination sociale : **SARL CLICK INTERNET**
Forme : Société A Responsabilité Limitée

Siège Social : 26, Chemin du Pradel à 31 790 SAINT-JORY

Capital Social : 5 000 €

SIREN 499 465 961 RCS TOULOUSE

Par suite d'un acte de cession des parts sociales sous-seing-privé en date du 21/12/2018, enregistré au Service de La Publicité Foncière et de l'Enregistrement, Toulouse 3, le 11/01/2019, Dossier 2019 00001934 référence 3104P03 2019 A 00402, Monsieur JULES GASTON Camille a cédé la totalité de ses parts sociales à la SARL CLICK INTERNET soit 190 parts sociales et Monsieur Jacques, Bernard MORLAT a cédé la totalité de ses parts sociales à la SARL CLICK INTERNET soit 120 parts sociales.

Monsieur Sylvain, Guillaume, Damien THUAL, Gérant de la SARL CLICK INTERNET reste seul titulaire des 190 parts sociales de la SARL CLICK INTERNET.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 21/12/2018 enregistrée au Service de La Publicité Foncière et de l'Enregistrement, Toulouse 3, le 11/01/2019, Dossier 2019 00001935 référence 3104P03 2019 A 00401, il est décidé d'autoriser le retrait total et l'annulation des parts sociales des associés suivants : Messieurs JULES GASTON et MORLAT à effet le 21/12/2018.

Ce retrait total entraîne la réduction du capital de la SARL CLICK INTERNET.

Puis, il est décidé de constater l'augmentation du capital par incorporation des réserves pour revenir à un capital social de 5 000 € divisé en 190 parts sociales attribuées en totalité à Monsieur Sylvain, Guillaume, Damien THUAL.

Les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés, en conséquence.

Monsieur Sylvain, Guillaume, Damien THUAL dont le domicile personnel est : 24, Rue Les Villageoises, Maison 23 à 31 660 BESSIERES demeure le Gérant de la SARL CLICK INTERNET.

POUR AVIS ET MENTION, Le Gérant.



Antoine GINESTY
Sébastien SALESSES
Notaires Associés
Successeurs de Maîtres Ginesty
(Père et Fils) et de Maître Combarieu
ETUDE PLACE WILSON

Avis de saisine de légataire universel délai d'opposition

Article 1007 du Code civil
Article 1378-1
Code de procédure civile
Loi n°2016-1547
du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date à TOULOUSE (31) du 07/01/2019, Mme Andrée Françoise FOUNAU, veuve de M. Louis SUBRA, demeurant à CASTELMAUROU (31180) chemin du fort Rés. La Cerisaie, née à TOULOUSE (31000), le 30/11/1921, décédée à CASTELMAUROU le 18/03/2018; A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Me Antoine GINESTY, Notaire Associé de la SCP « Antoine GINESTY et Sébastien SALESSES, notaires associés », à TOULOUSE (Haute Garonne), 4 et 5, place Wilson, le 07/01/2019, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Me Antoine GINESTY, notaire à TOULOUSE (31000) 4-5 place Wilson, référence CRPCEN : 31001, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal de grande instance de TOULOUSE de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Dénomination sociale : SCI LOKATOISE
Forme : SCI
Siège social : 30 rue du Tunis 31200 TOULOUSE

Capital social : 1000.00 euros
Numéro SIREN 493204762 RCS TOULOUSE

Par décision de L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 02/03/2018, il a été pris les actes suivants :

La nomination de Mr Gérard MONTOYA, demeurant à 4 rue de la Place 09100 ST JEAN DU FALGA en qualité de nouveau Gérant, à compter du 02/03/2018 pour une durée indéterminée, en remplacement de Mme Sonia TOLBANOS Gérante démissionnaire.

Transférer le siège social du 30 rue de Tunis 31200 Toulouse au 61 rue Michel Ange 31200 TOULOUSE

Les articles 4 et 17.1 des statuts a été modifié, en conséquence.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

BACKBONE TELECOM

Société par actions simplifiée
au capital de 600 euros
Siège social : 31 Boulevard de
Larramet - Appartement 15
31300 TOULOUSE
833 028 665 RCS TOULOUSE

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 Décembre 2018 :

Il a été décidé la transformation de la Société en Société à responsabilité limitée à compter du 1er janvier 2019. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :

Forme

• Ancienne mention : Société par actions simplifiée

• Nouvelle mention : SARL

Mandats : Organes de direction de la Société

Anciennes mentions :

• Président

Monsieur DIARRA Gaoussou

31 Boulevard de Larramet, Appartement 15, 31300 TOULOUSE

• Directeur général

Monsieur OUATTARA Ahmed

6 Rue Paul Verlaine, Appartement 24, 31200 TOULOUSE

Nouvelles mentions

Gérance :

- Monsieur DIARRA Gaoussou, 31 Boulevard de Larramet, Appartement 15 31300 TOULOUSE

- Monsieur OUATTARA Ahmed, 6 Rue Paul Verlaine, Appartement 24 31200 TOULOUSE

Les mentions antérieures relatives aux sociétés par actions sont frappées de caducité.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis

M SERVICES Société par actions simplifiée Au capital de 5 euros Siège social : 8, rue des 36 ponts 31031 Toulouse 820 925 402 RCS Toulouse Sur décision du Président en date du 29 décembre 2017, la société M. Services a changé l'adresse de son siège social qui est désormais au 8, rue des 36 ponts (CS 64210) à Toulouse (31031). La modification a été apportée à l'article 4 des statuts. L'assemblée générale en date du 29 Décembre 2017, après avoir affecté le résultat de l'exercice clos le 30 juin 2017, a constaté la perte de la moitié des capitaux propres de la société. L'assemblée, appelée à se prononcer dans le cadre des dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce sur la dissolution de la Société à compter de ce jour, a rejeté cette résolution à l'unanimité et décidé en conséquence la poursuite de l'activité malgré des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

Forme : SARL. Dénomination : **Particule3d**, au capital de 10000 €. Siège : 12 Rue du Cassé 31240 Saint Jean, 809675218 RCS Toulouse. L'AG Extraordinaire du 15/01/2019 a décidé de modifier la dénomination sociale pour adopter celle de OCCILOR à compter du 15/01/2019. Modifications au RCS de TOULOUSE.

CADPLAN SOFTWARE

Société par actions simplifiée au capital de 40.000 €
Siège social : Rue du Lac, Les Erables
BP 38156 - 31681 LABÈGE CEDEX
437 542 525 RCS TOULOUSE

Aux termes des décisions de l'associé unique de la Société en date du 12 octobre 2018 il a été :

- pris acte de la fin des fonctions de Président de Mme Fabienne Lecomte, et ;

- nommé en son remplacement Mr. Corbin TOGNONI demeurant 4908 Mirador Drive, Austin, 78735 TEXAS (Etats Unis).

L'inscription modificative sera effectuée au Greffe du Tribunal de Commerce de Toulouse

FINADOC

Société à responsabilité limitée
en cours de transformation en
société civile de gestion de titre
au capital de 36 420,07 euros
Siège social : LE VILLAGE
ESPERCE, 31190 AUTERIVE
394385686 RCS TOULOUSE

Suivant délibération en date du 14.09.2018, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du Code de commerce, la transformation de la Société en société civile de gestion de titre à compter du du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

Le capital social reste fixé à la somme de 36 420,07 euros, divisé en 2389 parts sociales de 15,24 euros chacune.

Le siège social se situe à Le Village 31 190 ESPERCE

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes.

Madame MARIE MANUELA MARTINS RODRIGUES, gérante, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme, la Société est gérée par :

Madame MARIE MANUELA MARTINS RODRIGUES demeurant Le Village 31 190 ESPERCE

Pour avis

La Gérance

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 10/01/2019 concernant la **SAS MICHALAK**.

Il convenait de lire « Objet : entreprise générale du bâtiment et notamment maçonnerie, pose de plaques de plâtre, isolation, carrelage, charpente et couverture; tous travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. » et non « Objet : entreprise générale du bâtiment et notamment maçonnerie, placoplâtre, isolation, carrelage, charpente et couverture; tous travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. » comme indiqué par erreur.

Le GIP PPLE lance le portail : **PPLE.fr**

Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Crefiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : **PPLE.fr**

Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text »
- ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'usager peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.

Union • Justice • Économie
REPUBLIQUE FRANÇAISE